



Docteur Georges

MOUTHON

Croix de Guerre 1939-1945
marié, 2 enfants, 47 ans.

- Ancien Adjoint au Maire, Conseiller Municipal de Meudon.
- Administrateur des H.L.M. de Meudon.
- Administrateur de l'Hôpital de Sèvres et de l'Institut du Cancer de Saint-Cloud.
- Secrétaire de l'Union des professions médicales de Seine-et-Oise (Dentistes, Médecins, Pharmaciens, Sages-femmes, Auxiliaires Médicaux).
- Secrétaire du Comité départemental des « Classes Moyennes ».
- Administrateur des Caisses Centrale et régionale de Sécurité Sociale de la Région parisienne.
- Membre du Comité des O.N.G. de l'O.N.U.

Suppléant ;

Dominique

KARM

Inspecteur Central du Trésor
Ancien Conseiller Municipal
Militant Syndicaliste et Familial
Ancien Combattant
Blessé de guerre 1939-45

ÉLECTION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE du 23 Novembre 1958 (4^e Circonscription)

M.R.P.

Électrices, Électeurs,

En proposant le Docteur MOUTHON à vos suffrages, le M.R.P. entend affirmer sa fidélité aux principes qui l'ont toujours inspiré depuis sa fondation jusqu'au « OUI » qu'il a préconisé au Référendum.

Le 28 septembre une dernière chance a été donnée à la Démocratie française ; il dépend de vous que cette chance soit, le 23 novembre, mise à profit ou gâchée.

Il ne suffit pas, en effet, que le nouveau texte constitutionnel soit meilleur que l'ancien pour que la nouvelle République soit assurée de vivre. Elle serait paralysée si le Parlement était livré demain, à ces *formations politiques qui se sont hier, spécialisées dans le déclenchement des crises ministérielles.*

A cet égard il est bon de souligner que, sous la 4^e République, le M.R.P. n'a jamais renversé un Gouvernement qu'il avait investi alors que les Indépendants de M. DEVEZE ont retiré 8 fois, la confiance qu'il avait précédemment accordée, les radicaux, 6 fois, l'U.D.S.R. de M. BONNEFOUS 6 fois etc., ce qui n'empêche pas les représentants de ces partis d'oser prétendre qu'ils ont toujours souhaité la stabilité de l'exécutif.

Il est non moins nécessaire de rappeler que notre Mouvement a été le seul à préconiser (proposition de Robert LECOURT) la réforme des méthodes de travail parlementaires ; que, depuis 1955, le M.R.P. n'a cessé d'attirer solennellement l'attention des partis politiques et du Pays sur la crise de l'Etat et la nécessité des réformes de structure profondes ; qu'enfin le 17-1-1957, il déposait un projet de révision, le seul complet et cohérent qui ait été présenté sous la 4^e République.

Ce n'est un secret pour personne que le projet adopté le 28 septembre par le corps électoral est son œuvre pour une part fondamentale.

Mais à quoi servirait cette autorité et cette stabilité enfin trouvées si elles n'étaient exercées, à l'avenir dans le sens des aspirations du pays ?

— LA RECHERCHE DU PROGRÈS SOCIAL ET FAMILIAL, favorisée par l'EXPANSION ÉCONOMIQUE.

— L'ÉTABLISSEMENT, EN ALGÉRIE, D'UNE PAIX FRANÇAISE FONDÉE SUR LA JUSTICE.

— LA CONSTRUCTION DE LA COMMUNAUTÉ DES PEUPLES LIBRES.

— L'UNIFICATION DE L'EUROPE, facteur de paix et de prospérité.

LE PROGRÈS SOCIAL ET FAMILIAL

C'est le M.R.P. qui a voulu tout le progrès social et familial fragmentaires mais certain, qui reste l'honneur de la 4^e République. C'est Paul Bacon qui a préparé, dès la constitution du gouvernement du général de Gaulle, une ordonnance augmentant de 10 % les Allocations Familiales, mais il attend toujours l'accord de l'Indépendant Pinay.

Notre candidat persévérera dans cette voie : Il recherchera :
— Des solutions concrètes et cohérentes au problème national n° 1 que constitue le Logement aussi bien dans le secteur « locatif » que dans celui de « l'accession à la propriété ».

— Des mesures tendant à garantir la liberté effective de l'Enseignement dans l'intérêt des maîtres et des familles, et l'avenir de nos jeunes par le développement intensif de la

formation technique et professionnelle et par un équipement sportif et culturel répondant aux besoins actuels — notamment dans notre région, particulièrement déshéritée à cet égard.

— Un relèvement substantiel des allocations familiales et la généralisation de l'allocation de la mère au foyer ;

— Un régime d'allocation-vieillesse qui mette un terme à la misère et à l'humiliation que trop de nos « Anciens » connaissent encore ;

— L'institution d'un Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti, étendu aux Chômeurs, variant suivant le coût de la vie et l'accroissement de la production (une proposition de loi établie en ce sens a été rejetée par une majorité groupant des Indépendants, des radicaux ainsi que des communistes).

— Une *révalorisation de la Fonction Publique* susceptible de donner à notre pays des cadres dignes de lui et à la mesure des tâches de plus en plus complexes de la vie moderne. Il suffira, pour cela, de suivre la voie tracée par Pierre Pfimlin et dont le plan de révalorisation du 30 juin 1955, malgré les critiques qu'il a suscitées, représente le seul effort cohérent en faveur des fonctionnaires.

Pour que les améliorations que nous souhaitons du sort de toutes les catégories sociales les plus défavorisées ne soient pas annulées par les hausses de prix, *il importe que l'essor économique de la Nation soit assuré par une expansion* continue de la production et par une toujours plus grande productivité.

Pour que cette politique d'expansion soit poursuivie dans la stabilité de la monnaie et des prix, elle devra comporter un ordre de priorité clairement défini, notamment en matière d'investissements. Parmi les objectifs économiques, il faut choisir les plus importants tels que :

- Le développement des exportations.
- Une réforme de « l'entreprise » conduisant à une véritable démocratie économique et assurant une participation effective des travailleurs aux responsabilités et aux résultats ;
- Une réforme valable des circuits de distribution.
- Une réforme administrative profonde.
- Une réforme de la fiscalité nationale et locale qui devra, notamment comporter une plus juste répartition de la taxe locale en vue d'une réduction des impôts directs locaux, lesquels dans notre région, écrasent les contribuables.

L'ALGÉRIE

Nous soutiendrons le programme souple d'évolution défini par le général de Gaulle dans les domaines social, économique et politique. Ce programme permettra de rétablir la paix, une paix dans la justice fondée tout à la fois sur le respect de la person-

nalité algérienne et sur son association étroite avec la Métropole.

LA COMMUNAUTÉ

En Afrique Noire, à Madagascar, la grande idée de la Communauté a obtenu, le 28 septembre, l'adhésion de majorités importantes. Cette communauté, il va falloir la construire, et la faire vivre. Elle peut être menacée tout à la fois par les calculs égoïstement conservateurs de ceux qui voudraient reprendre d'une main ce que nous avons donné de l'autre et, par la faiblesse de ceux qui laisseraient libre cours aux forces racistes ou communistes qui, en France et outre-mer, s'emploieront à la désagréger. Les rapports entre la France et les peuples d'outre-mer ne peuvent pas être seulement des rapports de force ou des rapports juridiques. La Communauté ne vivra que si nous savons lui donner une âme.

L'EUROPE

Personne ne conteste que parmi les hommes politiques français ce furent ceux du M.R.P. qui, avec le plus de constance et de courage affirmèrent sans cesse la nécessité de la construction européenne, et ce n'est pas par un hasard que Robert Schuman est le premier Président de l'Assemblée européenne et Alain Poher, le Président du groupe le plus nombreux de cette assemblée, celui des *Démocrates Chrétiens*.

Nous voulons que cette politique de construction européenne soit poursuivie, d'une part parce qu'en amenant les peuples européens à mettre en commun leurs ressources et en créant un grand marché, leur niveau de vie s'élèvera progressivement et d'autre part parce que la création d'un grand ensemble politique et économique contribuera au maintien de la Paix, l'Europe unie devant être un facteur d'équilibre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

A cette œuvre immense de promotion humaine que nous venons de définir, les **démocrates d'inspiration chrétienne** apporteront une contribution que nous croyons irremplaçable.

Pour y collaborer vous-même, vous voterez le 23 novembre pour :

GEORGES MOUTTHON

et Dominique KARM (Candidat suppléant)

Candidats de Progrès Social et d'Action Familiale présenté par le

Mouvement Républicain Populaire

COMITÉ DE PATRONAGE :

MEUDON

MM. BEYELER Louis ; GOURMELEN Raymond, Conseiller Municipal ; HOURDIN Georges ; KIEFFER Henri ; LAMARCHE Jacques, Président de la Section ; Docteur MARIE René, Stomatologiste des Hôpitaux de Paris ; MICHELIN Alfred ; PINON Lucien, Maire-Adjoint ; RANTIEN René ; SCHOCK André, Compagnon de la Libération, ancien député de la Côte-d'Ivoire.

GARCHES

MM. DARRAS Pierre, Ancien Conseiller Municipal ; GIGNOUX Louis ; MAGNIEN Lucien, ancien Conseiller Municipal ; Mme MES-TAYER Jacques.

VAUCRESSON

Mme BAUDOUIN Germaine ; M. ROUSSEL, Conseillers Municipaux.

SAINT-CLOUD

MM. BEL ; BOUVIER ; CHARONDIÈRE, Conseiller Municipal ; DURSUS ; GABIOCHE ; MALLER ; NOEL, Président de la Section ; ROLLIN, Maire-Adjoint ; SUZANNE, Conseiller Général de la Seine ; TROMELIN ; VIATTE, député.

CHAVILLE

MM. MAURICE et RAVOUS, Conseillers Municipaux ; Mmes PELTIER et ZEDET.

SÈVRES

MM. BICHELER ; CAILLONNEAU ; COQ ; M. et Mme DUMEIGE ; Docteur DUPONT, Conseiller Municipal ; M. et Mme LAURENCEAU ; M. POULOU ; Mme SOULAIROL, Maire-adjoint.

LE CHESNAY-VERSAILLES

MM. CHAIGNE, Mme LANGLOIS, MM. LEBLOND MACAULT, Conseillers Municipaux ; M. DESMAISONS ; G. DESPLATS ; R. PINET ; VIDIL : De la GARANDERIE.

M. CERTAIN, Président d'Honneur de la Fédération M.R.P. de Seine-et-Oise. Président d'H.L.M.

Vu les Candidats.